

Quatre généraux et l'apocalypse :

AILLERET-BEAUFRE-GALLOIS-POIRIER

François GÉRÉ

Stratégie n°53 La stratégie française, 1992/1.

Ni biographie, ni hagiographie. Cet essai de synthèse porte sur la réflexion stratégique, bornée au domaine nucléaire, menée entre la fin de la deuxième guerre mondiale et la fin de la guerre froide par quatre hommes dont l'entreprise a contribué à placer la France dans une position exceptionnelle. Sans doute n'ont-ils pas été les seuls et tant au niveau politique que sur le plan technique des milliers d'hommes ont participé. En revanche, sur le plan de la théorie stratégique leurs figures dominant, et de loin. Cet essai se veut critique. On ne prend pas à la légère des réflexions aussi magistrales. Mais elles n'ont nul besoin d'une révérence un peu servile. Pour autant, m'aventurant, je sais mes risques et périls. Voilà qui explique la forme de cette étude.

"Nous nous entreglons" dit Montaigne au début des *Essais*.

Il m'a semblé préférable d'adopter ouvertement ce parti pris de la glose. Pour trois raisons. D'abord autant restituer l'authenticité de pensées que paraphrases et allusions ont fréquemment trahies. Ensuite, parce qu'en raison de leur cohérence et d'une vision stratégique exceptionnellement perspicace ces pensées nous aident à reconnaître les voies de la stratégie de l'après-guerre froide. Parlant essentiellement d'une dissuasion nucléaire du faible au fort face à un adversaire dont je ne vois plus trace aujourd'hui, elles nous aident à faire le départ entre ce qui valait hier et nous guident, par défaut, vers ce qui devrait être pensé pour demain.

Enfin, troisième raison, un commentaire franchement démarqué permet au lecteur de déterminer sans ambiguïté la situation, donc la responsabilité de celui qui intervient aujourd'hui par rapport à ces études et ces raisonnements qui se sont développés entre 1945 et 1989.

Un dernier mot en finira avec ces préliminaires.

L'œuvre des quatre hommes couvre la quasi-totalité du champ stratégique mais chacun d'eux a sa spécificité par formation ou par goût personnel. Polytechnicien, Ailleret a plus volontiers exploré la stratégie nucléaire du point de vue de la technique appliquée et de la méthode de raisonnement tactique. Très sensible lui aussi aux évolutions des matériels, le général Gallois travaille si volontiers sur l'interface entre stratégie et politique qu'il pousse parfois ses feux très loin dans ce dernier domaine. Beaufre et Poirier, plus classiques, ont davantage recherché la formalisation théorique de la stratégie. Tous quatre se sont fait historiens. A la manière des stratèges bien sûr. En dérobant à l'histoire la quantité suffisante mais nécessaire d'enseignements propres à valider leurs axiomes et à étayer leurs démonstrations. La richesse de l'ensemble est donc si grande qu'on n'entend point ici rendre compte du tout. On s'est limité, litote humoristique, à ne considérer que l'apport de ces quatre officiers à la conception et à la formulation de la stratégie nucléaire de la France, en s'efforçant simplement de préserver la relation englobante récursive qui lie la stratégie nucléaire à la stratégie militaire en général.

De leurs biographies respectives, on se bornera à attirer l'attention sur quelques traits de leur carrière propres à les réunir ou à les distinguer.

Dans ce groupe qui tient à l'intérieur d'une seule et même génération qui commence avec le siècle et se termine avec la première guerre mondiale, notons trois terriens et un aviateur (Gallois), trois coloniaux et un métropolitain (Gallois, encore), trois "OTAN" et un "français" (Poirier). Jeu de "petites différences" qu'unit l'expérience historique commune. Bien entendu, il y a cet écart de 16 ans entre Beaufre le plus ancien et Poirier le plus jeune. Dans une carrière militaire cela n'est pas sans incidences, mais tous quatre ont été confrontés aux mêmes problèmes, éprouvé sinon les mêmes expériences du moins partagé la même ambiance expérimentale. On remarquera qu'ils ont tous en commun l'expérience de la défaite de 1940 et de l'humiliation de la France qu'aucun n'accepta mais dont ils ont pensé profondément qu'il fallait désormais tout faire pour que semblable désastre,

jamais, ne puisse se reproduire. Ils ont aussi fait l'expérience de l'extraordinaire fragilité des alliances et de l'égoïsme que révèle le test des crises internationales.

Enfin, quatre pédagogues, enseignants acharnés à convaincre, à surmonter par la seule puissance du raisonnement des auditoires qui n'étaient pas seulement composés de leurs pairs puisqu'aussi bien c'était la société française tout entière, civile et militaire, politique et religieuse, qu'il fallait gagner.

La révolution nucléaire

a) révolution dans l'évolution des armements

"L'arme atomique et surtout l'arme thermonucléaire apportent une puissance de destruction hors de proportion avec les moyens anciens, ce que l'on appelle en biologie une mutation c'est-à-dire une discontinuité dans l'évolution des phénomènes militaires"¹. "Depuis Hiroshima tout a changé." dit le général Gallois dont les cours de Sorbonne comportent rituellement une première partie consacrée à "l'explosif"². Même souci chez Poirier qui explique : "avant l'apparition de l'explosif nucléaire, la capacité d'effets physiques des armées était fonction du nombre d'armes servies... Les progrès techniques - précision, calibre, vitesse de tir, efficacité à l'impact, etc. - n'ont jamais atténué l'exigence tactique d'un volume de feu supérieur à celui de l'adversaire"³. L'amplification quasi infinie de la capacité de destruction unitaire offerte par les armes thermonucléaires bouleverse ces données traditionnelles. "Une bombe thermonucléaire moyenne de IMT représenterait une salve de 200 millions de canons de 75"⁴. Evaluations qui ne disent rien encore des effets d'infection radioactive en cas d'explosion basse ou des incendies en cas d'explosion à haute altitude. Très tôt il a donc été possible de dire que les armes atomiques avaient pour propriétés essentielles une "mise en place facile, une logistique réduite, une action instantanée et une capacité de destruction matérielle

¹ Général Beaufre, « Les armements modernes et la stratégie », *Revue militaire générale*, juin 1960.

² Pierre M. Gallois, *L'arme nucléaire, ses effets militaires et politiques*, cours polycopié, cinq fascicules, Université Paris I, Département de sciences politiques, février 1975.

³ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Hachette, 1977, p. 27.

⁴ Général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Armand Colin, 1963.

massive..."⁵ Ensemble de caractéristiques qui en faisait selon la formule provocatrice d'Ailleret "*une arme à bon marché*"⁶.

GLOSE 1. Changement total de dimension ou, pour dire autrement, l'*ordre ordinaire* de la guerre, de la destruction et de la mort dont l'échelle était restée humaine se trouve soudainement dépassé par cette démesure de l'énergie libérée issue de la matière. Tout le monde sait cela aujourd'hui. Et pourtant nous vivons comme si de rien n'était, cherchant même à faire rentrer la guerre dans ses dimensions ordinaires, à notre portée.

Il n'est donc pas inutile de rappeler ce que signifiait l'invention de l'arme atomique, et avec une certaine fraîcheur des origines, retrouver la vérité d'une arme qui ayant acquis aujourd'hui une véritable dimension mythique se voit en même temps banalisée. A cela bien des raisons. A commencer par le fait que comme l'a justement écrit Pierre Hassner⁷ la dissuasion nucléaire a si bien fonctionné que l'on finit par ne plus la croire utile. Parce qu'en Europe occidentale on ignore ce qu'est la guerre et l'on n'a jamais rien su de l'arme nucléaire. Ainsi usée par le discours mais jamais représentée par ses effets – en dehors des essais dont, au-delà du besoin technique, limité, on ne redira jamais assez la vertu symbolique et sémiotique – est-elle parfois rangée allègrement au magasin des vieux accessoires surclassés par les armes intelligentes. On lit ou l'on entend souvent dire aujourd'hui que l'arme nucléaire est avant tout une arme politique, essentiellement pour la capacité de manœuvre diplomatique qu'elle procure et pour le "rang" international qu'elle confère, notamment au conseil de sécurité des Nations Unies. Tout ceci qui relève d'une belle évidence – quelle arme n'est pas "politique" dès lors qu'elle sert le projet conflictuel finalisé d'une collectivité ? – ne saurait faire oublier ce fait fondamental que l'arme nucléaire détruit et protège comme jamais auparavant.

b) L'arme nucléaire "ultima ratio des peuples"⁸

⁵ Colonel Ailleret, « Réalités atomiques » *Revue des forces terrestres*, n° 1, janvier 1954.

⁶ Colonel Ailleret, « L'arme nucléaire, arme à bon marché », *Revue de défense nationale*, octobre 1954, démonstration reprise et complétée dans le chapitre VI de l'*Essai général de stratégie nucléaire*, 1959, non publié.

⁷ Pierre Hassner, « Pacifisme et terreur », dans *Pacifisme et dissuasion*, sous la direction de Pierre Lellouche, IFRI-Economica, 1983, p. 155.

⁸ Colonel Ailleret, « L'arme atomique, ultima ratio des peuples », *Revue de défense nationale*, décembre 1954.

La première conséquence est qu'elle change les conditions de la guerre. Rien, souligne Ailleret, ne sera plus comme avant et cela contraint à changer jusqu'aux méthodes de raisonnement stratégique et tactique. De ce point de vue, il est remarquable de constater que le réflexe d'Ailleret comme de Gallois est de se référer à la seule théorie qui immédiatement semble correspondre à quelque chose d'approchant : la décision par destruction du potentiel par bombardement massif au-delà des lignes de front de l'italien Douhet. Ils en examinent les effets pratiques au même moment, l'un dans le cadre des Armes Spéciales dont il a la charge, l'autre au sein de l'OTAN. Gallois conclut rapidement à l'obsolescence de cette conception : *"En fait, l'association de l'avion et de l'explosif atomique permet de porter à distances de tels coups qu'aussitôt mis en pratique le "douhetisme" se trouva dépassé"*⁹. Ailleret s'interdit d'aller si loin : il se contente de répertorier aussi précisément que possible les formes d'opérations militaires (têtes de ponts, fronts continus, concentrations de grandes unités, etc) qui désormais sont interdites et se il garde de conclure immédiatement sur un éventuel blocage des arsenaux nucléaires des adversaires. Circonspect à l'égard des premiers écrits de Henry Kissinger, dont il suit de près l'évolution théorique, il affirme pourtant dès mars 1958 la primordiale nécessité pour la France de *"disposer d'une force de représailles nucléaires capable d'écarter dans le cadre du deterrent la menace d'une agression atomique ou d'une agression armée massive de tout autre type"*¹⁰.

Se protéger, mais comment ?

Le cerveau militaire est une machine binaire qui pense automatiquement action-réaction, offense-défense. Aussi la réaction première fut de considérer les parades contre l'arme thermo-nucléaire. Tandis qu'aux Etats-Unis des hommes comme Paul Nitze ou Edward Teller s'interrogeaient sur les conditions qui permettraient d'assurer la victoire américaine en cas de guerre nucléaire, en France on se livrait également à de très sérieuses spéculations sur l'adaptation nécessaire des forces armées et des populations aux attaques atomiques¹¹.

⁹ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, p. 142.

¹⁰ Général Ailleret, « Guerre nucléaire limitée ou drôle de guerre ? », *Revue de Défense nationale*, mars 1958.

¹¹ Un des exemples les plus méritants de cette démarche est le livre de Camille Rougeron, *La guerre nucléaire, armes et parades*, Calmann-Lévy, 1962 avec, symbole de son évolution par rapport à Gallois, une préface de Raymond Aron.

Convergence remarquable, les réflexions des quatre stratèges français les ont conduit à rejeter cette approche à la fois parce qu'elle n'exprimait pas une rationalité politicostratégique suffisante pour toute puissance nucléaire ; ensuite, et a fortiori, parce qu'elle ne pouvait constituer un objectif raisonnablement accessible pour les capacités limitées de la France.

"Il n'existe que quatre types de protection possibles :

- *la destruction préventive des armes adverses ;*
- *l'interception des armes atomiques... ;*
- *la protection physique contre les effets des explosions ;*
- *la menace de représailles..."*¹²

Enfin, la base fondamentale de l'invention de cette nouvelle stratégie est la prise de conscience du fait que le couplage entre la formidable capacité de destruction unitaire et le fait balistique ne laisse plus de place qu'à une défense par la menace de représailles. *"Militairement, la politique de dissuasion a pour origine cette carence de la défense aérienne... à partir du moment où le pouvoir de destruction d'un seul projectile est un multiple élevé de ce qu'il était auparavant, la défense est inefficace et la menace de représailles doit lui être substituée"*¹³. Le rejet de ce que l'on pourrait appeler la stratégie du survivant se fonde d'une part sur l'appréciation de la rationalité stratégique fondée sur la recherche d'un acquis ou bénéfique résultant de l'action. Or un territoire totalement "vitrifié" et momentanément inutilisable ne présente guère d'intérêt en soi, moins encore si cette maigre espérance est contrebalancée par la représentation d'un énorme risque. D'autre part, la réflexion sur la capacité d'interception – dont il faut souligner qu'elle a toujours été, régulièrement, prise en compte par les stratèges français se fonde sur l'axiome qu'avait proposé en son temps Ardant du Picq : *"l'homme n'est capable que d'une quantité donnée de terreur"*. S'il est bien exact comme le soutient Teller que l'homme est capable "d'absorber" des dommages parfois beaucoup plus élevés que ce que l'on pouvait imaginer et c'est incontestablement la leçon de l'échec des bombardements "stratégiques" ou de terreur de la seconde guerre mondiale,

¹² Général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, p. 64.

¹³ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, p. 143.

en revanche le taux d'échec d'une défense anti-missile qui ne peut jamais atteindre les 100 % devient rapidement insupportable à l'ère nucléaire¹⁴.

La deuxième série de conséquences est plus nettement politique. La possession de l'arme nucléaire ou sa non-possession modifie le statut des Etats. Dès 1950, selon Ailleret, il est clair que disposer de l'arme atomique reviendrait pour la France à *"être la plus forte possible ; à disposer d'une défense relativement indépendante, c'est-à-dire rester un pays libre de son destin... et cet armement lui donnerait des armées d'une grande puissance"*¹⁵.

Avoir l'arme nucléaire ?

Reste alors la question de savoir si la France est en mesure de se doter de l'arme nucléaire. Ailleret et Gallois eurent à mener campagne contre une foule d'objections de toute nature dont le général Ailleret fournit, dans ses mémoires, un relevé assez complet :

1. L'arme atomique a une très grande puissance dont il convient de se garder par toutes les mesures appropriées mais elle reste soumise aux règles classiques de la stratégie et de la tactique.
2. Nous serons toujours très en retard. Une dizaine de petits engins explosifs ne pèsent rien face aux arsenaux des grandes puissances.
3. Le programme nucléaire militaire retarderait voire interdirait le développement des programmes civils.
4. Par la déclaration Parodi devant les Nations Unies, en juin 1946, la France a renoncé à l'utilisation militaire de l'atome.
5. Nous sommes protégés par les armes américaines, les grosses dépenses doivent aller à la Protection civile.

¹⁴ On relira sur ce point les conclusions d'Alain Bru et Lucien Poirier dans leur étude « Dissuasion et défense anti-missiles », *Revue de Défense nationale*, novembre et décembre 1968.

¹⁵ Charles Ailleret, *L'aventure atomique française*, p. 94.

6. De toute façon, la France n'a ni les moyens financiers, ni les moyens énergétiques en suffisance pour se lancer dans un programme d'armements nucléaires¹⁶.

La réflexion des quatre hommes présente un caractère de ressassement des mêmes vérités premières, rétablissement des mêmes raisons logiques, conjuration des mêmes aberrations. Patience qui leur a souvent valu cet admirable sophisme : vous refusez de changer. C'est que périodiquement reviennent ces fausses innovations que seuls leurs promoteurs croient nouvelles. Ainsi du chimique dont on a parlé comme "du nucléaire du pauvre" sans prendre en compte ces différences absolument fondamentales au niveau de la protection qu'Ailleret avait mises en évidence dès 1954¹⁷. Ainsi, de la soi-disant révolution de la précision et des armes "intelligentes". Loin de dénier l'importance de ces évolutions techniques, Gallois en tire au contraire argument pour retourner la position de ses constants adversaires depuis 1962, ces Américains qui déguisent leur désengagement en Europe sous le masque d'une fallacieuse dissuasion conventionnelle. Le renforcement de la précision est d'abord celui des forces nucléaires signifiant l'affaiblissement croissant des forces classiques, donc l'impossibilité de se fonder sur elles pour garantir la sécurité de l'Europe. Les nouvelles doctrines OTAN constituent donc pour le général Gallois autant de scénarios inadéquats et seul le renforcement de la dissuasion par l'accroissement des moyens de frappe nucléaire serait en mesure d'apporter la sécurité face au dispositif soviétique¹⁸.

Voici donc pour ce qui est de la continuité. Elle se combine évidemment avec la conjoncture. De 1950 à 1958, Ailleret et Gallois pensent dans un contexte particulier et s'adressent à des interlocuteurs spécifiques : les décideurs militaires et surtout politiques, qu'il s'agit de convaincre de la nécessité et de la possibilité d'en doter la France. La pensée stratégique se développe en milieu intellectuel conflictuel : l'exposé des propriétés de l'arme nucléaire, puis l'énoncé de la dissuasion sont des discours finalisés cherchant à entraîner la conviction et à mettre en branle l'esprit de tous ceux qui sont en charge du destin de la France ou qui pourraient être amenés à le devenir (Gallois "instruit" aussi bien Guy Mollet que de Gaulle, le général Poirier "initie" M. Marchais comme les bons évêques). Mais ne pouvant à

¹⁶ *Ibid*, pp. 111-119.

¹⁷ Colonel Ailleret, « Toxiques modernes », *Revue de défense nationale*, juin 1954.

¹⁸ Pierre Gallois, « Eloge de la dissuasion dure », *Commentaire* n° 25, printemps 1984, p. 43.

eux seuls construire une politique et ne prétendant nullement avoir vocation à le faire, ces discours stratégiques furent dans les débuts, c'est-à-dire pour l'essentiel sous la Quatrième République, à la recherche d'un projet politique pour la France qui aurait justement besoin d'une arme telle que l'arme atomique et d'une stratégie nucléaire de dissuasion dont l'architecture se précisait de mieux en mieux.

Invention de la stratégie de dissuasion nucléaire française

Le concept

"On demandera à la dissuasion d'abord de maintenir la paix et le statu quo territorial, mais on lui demandera aussi d'empêcher telle ou telle action adverse, de limiter l'étendue ou l'intensité des conflits, voire éventuellement de paralyser toute action adverse à une action amie. Ce rôle protéiforme de la dissuasion, depuis l'intention la plus défensive jusqu'à son influence au profit d'actions foncièrement offensives, oblige à reconnaître et à délimiter aussi exactement que possible les véritables pouvoirs de la dissuasion..."¹⁹

En ces temps de bavardage sur ce que devrait être la dissuasion française ou la stratégie nucléaire française, où l'on croit sérieux de parler de dissuasion du fort au faible, le retour sur la généalogie française du concept de dissuasion nucléaire présente plus que de l'intérêt. Il a un caractère de nécessité. On envisagera ici trois aspects.

D'abord la *définition* du concept et son calage par rapport à d'autres notions voisines : coercition, persuasion... etc ; ensuite la *valeur nouvelle* prise par le concept de dissuasion dès lors que c'est l'arme nucléaire, elle et nulle autre, qui sert la dissuasion ; enfin la *position* de la dissuasion nucléaire par rapport à la stratégie générale de la France et, plus théoriquement par rapport à toute stratégie militaire.

1) C'est par une distinction entre coercition et dissuasion que le général Beaufre introduit son étude de la dissuasion : *"Toute action de coercition (et en particulier la guerre) vise, par l'emploi de divers moyens, un objectif psychologique positif en forçant une puissance, par sa capitulation, à prendre la décision de renoncer à s'opposer à son adversaire. La dissuasion au contraire vise à empêcher une puissance adverse en présence*

¹⁹ André Beaufre, *Dissuasion et stratégie*, Armand Colin, p. 20.

d'une situation donnée, de prendre la décision d'employer les moyens coercitifs (violents ou non) en lui faisant craindre l'emploi de moyens coercitifs existants" ²⁰. Définition qu'on va comparer aussitôt avec une seconde, du même auteur :

*"L'objet de la dissuasion est d'ordre psychologique : il s'agit de faire renoncer l'adversaire à prendre la décision d'intervenir. Cet objet est moins radical que celui de la guerre qui vise à faire prendre la décision de capituler. Par contre la guerre dispose du moyen de pression que constitue l'emploi des forces, tandis que la dissuasion doit obtenir ses effets par la simple menace d'emploi des forces"*²¹.

GLOSE 2. Je ne me livre pas à ce jeu des citations comparées par amour de l'érudition. C'est qu'en plaçant ces définitions les unes en regard des autres, en confrontant l'activité des cerveaux stratégiques, je cherche à extraire par décantations successives comme une essence de la dissuasion (au moins pour le cerveau militaire qui travaille sur l'agir agonistique, car la dissuasion évidemment, couvre bien d'autres champs d'action).

Ainsi, la comparaison de ces deux premières définitions permet de dégager l'importance de trois éléments :

- le caractère éminent du facteur psychologique,
- la positivité du but de la coercition qui s'oppose au caractère négatif du but de la dissuasion,
- enfin, la capitulation comme critère de réussite de l'action de coercition procède d'une conception de la guerre totale à but absolu qui sans être particulière au général Beaufre, puisqu'aussi bien il l'emprunte à de Lattre lui-même influencé par Ludendorff, oriente l'ensemble de ses analyses selon une perspective remarquable.

GLOSE 2 bis. l'importance de ce balancement binaire entre les deux notions est capital. Elles configurent un champ polarisé entre le positif et le négatif et l'action-réaction, le réel et le virtuel, champ à l'intérieur duquel, sous contrainte nucléaire, va se développer l'épreuve des volontés et des forces

²⁰ Général Beaufre, « Introduction à l'étude de la dissuasion », *Stratégie* n° 1, 1964.

²¹ Institut français d'études stratégiques DOC/ACT n° 19, 1er septembre 1963.

qui constitue l'objet même de la stratégie.

Dissuader consiste donc à s'opposer au projet d'autrui et à le conduire au renoncement (négation de l'affirmation) de son action.

Contraindre c'est au contraire l'amener à renoncer à s'opposer (négation de la négation) à mon action.

L'opposition établie par le général Beaufre entre la situation de non-guerre et la situation de guerre le conduit à séparer l'emploi effectif de la force et la menace d'emploi. Toutefois la coercition peut aussi bien s'exercer par la seule menace d'emploi. C'est le cas si fréquemment invoqué de Hitler devant la Tchécoslovaquie.

Conscient de la difficulté, le général Beaufre précise : "*si la dissuasion se limite à empêcher un adversaire de déclencher sur soi-même une action que l'on redoute, son effet est défensif, tandis que, si elle empêche l'adversaire de s'opposer à une action que l'on veut faire, la dissuasion est alors offensive*"²². Mais qu'est-ce que cette dissuasion offensive sinon une coercition ? La difficulté est levée avec l'introduction par Lucien Poirier d'une catégorie absolument fondamentale : *l'antinomie entre emploi réel et emploi virtuel*.

"Il importe donc de distinguer rigoureusement la stratégie de dissuasion et celle de défense active qui suivrait son échec ; d'éviter le glissement qui trop souvent intègre la seconde dans la première"²³.

GLOSE 3. Ceci signifie que pour chaque mode stratégique, aussi bien l'action que la dissuasion, il peut y avoir à chaque fois ce que j'appellerai deux "dimensions", l'une où l'effet physique est *représenté*, l'autre où il est *actualisé*. Ceci est fondamental puisque la dissuasion nucléaire s'autonomise par rapport à tout ce qui n'est pas encore elle ou tout ce qui adviendrait en dehors de sa sphère d'influence (ou domaine). Nous ne savons donc rien de ce que serait l'échec de la dissuasion parce que l'emploi réel des forces ferait basculer la situation stratégique dans une autre dimension (comme le rêve et la réalité).

²² Général Beaufre, *Dissuasion et Stratégie*, A. Colin, 1964.

²³ Lucien Poirier, *Des Stratégies nucléaires*, p. 132.

Il n'est pas possible, et c'est là toute la difficulté pour l'esprit humain, de mettre en relation ce qui se produirait dans une dimension avec ce qui se passe dans l'autre dès lors qu'on en aurait changé. Les situations créées par l'échec de la dissuasion ne peuvent, rétroactivement, influencer sur la logique dissuasive nucléaire.

En effet une fois la dissuasion violée, et plus grave encore, une fois la représaille essuyée par l'adversaire nous ne savons rien de son comportement. Pourquoi riposterait-il ? *"Certes l'URSS pourra toujours, si elle le veut, "vitrifier" notre territoire... mais est-ce un but politique rationnel ?... Dans ces conditions il est faux* (souligné par nous) *de prétendre que le dissuadeur ne saurait décider rationnellement sa riposte massive parce qu'il devrait compter avec une inévitable contre-réaction de l'agresseur"*²⁴.

GLOSE 4. La riposte par esprit de vengeance n'a guère de sens. On peut en jouer. Mais que penser de nos bons esprits français s'arrêtant à ce genre de considération ? Si, en effet, il a un projet stratégique, celui-ci est d'une double nature : soit il veut la France parce qu'elle est une proie, un objet de convoitise, *per se*, et il n'est pas question de l'anihiler nucléairement, soit il en a besoin comme base et elle doit être utilisable (ce qui suppose à tout le moins l'usage d'armes nucléaires à rayonnement renforcé) ou bien enfin il cherche à en interdire l'usage pour son adversaire principal²⁵.

C'est donc dans la droite ligne de Beaufre que s'inscrit Lucien Poirier lorsqu'il énonce à son tour : la dissuasion *"se donne pour fin de détourner autrui d'agir à nos dépens en lui faisant prendre conscience que l'entreprise qu'il projette est irrationnelle... et ajoute... "transposée dans l'âge nucléaire, cette définition devient : la stratégie de dissuasion nucléaire est un mode préventif de la stratégie d'interdiction qui se donne pour but de détourner un candidat-agresseur d'agir militairement en le menaçant de représailles nucléaires calculées de telle sorte que leurs effets physiques probables constituent, à ses yeux, un risque inacceptable eu égard aux finalités politiques motivant son initiative"*²⁶.

²⁴ Colonel Lucien Poirier, "Dissuasion et puissance moyenne", p. 371.

²⁵ Charles Ailleret, « Défense "dirigée" ou défense "tous azimuts" », *Revue de défense nationale*, décembre 1967.

²⁶ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, p. 131.

2) Pour le général Gallois il n'est de dissuasion que nucléaire. La rupture totale introduite par l'atome relègue les manœuvres dissuasives des âges antérieurs à l'état d'entreprises intéressantes sans doute pour l'étude stratégique mais sans rapport avec le fait dissuasif tel que le fonde l'arme nucléaire et ses vecteurs. Egalement sensible à la rupture mais soucieux de la situer dans la totalité stratégique, le général Beaufre oppose le calcul du risque classique fondé sur la crainte d'être vaincu par rapport à son espérance de victoire dont la dialectique fondait une dissuasion qui *"tend à être instable dès que les espérances de succès cessent d'être minimales"*²⁷. Par opposition, la dissuasion nucléaire a pour base *"la certitude des destructions qu'entraînerait l'emploi de ces armes... c'est cette menace de destruction qui crée la dissuasion à cause de la valeur certaine du risque qu'elle comporte"*²⁸. Lucien Poirier insiste davantage sur la traduction (ou translation) que produit le nucléaire sur le mode dissuasif.

*"Prise dans son acception courante, la dissuasion est une forme tactique ou stratégique banale et aussi ancienne que les conflits. En effet, l'interdiction des actions positives adverses peut toujours adopter deux formes : la défense, c'est-à-dire la réaction effective, par engagement de forces, aux actions ennemies ; la dissuasion par déploiement d'armées dont les capacités affichées semblent telles que l'ennemi, conscient de l'inégalité des forces en présence ou de son insuffisante supériorité, est conduit à renoncer parce que la probabilité de conquérir l'enjeu lui paraît trop faible"*²⁹.

GLOSE 5. Même si, comme le dit Poirier, la dissuasion a existé de tout temps et si beaucoup d'auteurs croit la trouver dans la formule *si vis pacem, para bellum*, qui du point de vue de la logique dissuasive est une radieuse absurdité, il n'en est pas moins vrai que la dissuasion est une redécouverte de la fin du XXe siècle. Elle ne s'énonce que parce qu'on l'associe au renouveau des conceptions politiques de stabilité par équilibre des puissances (*balance of power*). Avec le succès final de 1914 qui fonde la critique de Poirier ! Cette conception n'a jamais conduit qu'à la course aux armements en vue de la recherche de la supériorité ou de la compensation de l'infériorité (supposée) ou bien encore à des décisions fondées sur un sentiment de confiance en la qualité de sa compétence dans l'art de la guerre. Si bien que l'on peut considérer que la dissuasion en tant que mode de

²⁷ Général Beaufre, *Dissuasion et stratégie*, 53.

²⁸ *Ibid*, p. 34

²⁹ Lucien Poirier, « Eléments pour une théorie de la crise », dans *Essais de stratégie théorique*, p. 141 note 1.

prévention de la guerre n'a jamais été qu'une vue de l'esprit contemporain incapable de l'inscrire dans les faits jusqu'à l'apparition des armes nucléaires.

Le général Poirier conclut que *"l'effet dissuasif n'est ni théoriquement ni pratiquement impossible par le moyen des forces classiques. Mais il est par nature instable si l'on entend par stabilité sa persistance à travers des crises répétées..."*³⁰

Si le théoricien s'attarde sur cette antinomie, ce n'est pas seulement par souci épistémologique qui permet de lever une ambiguïté, c'est aussi et surtout parce qu'il introduit la notion d'inversion du calcul stratégique et fonde la licéité de sa loi de l'espérance de gain politico-stratégique.

3) Action et dissuasion tel est le diptyque formant l'unité stratégique auquel le général Beaufre consacre deux études distinctes mais pensées en corrélation. Evidence, dira-t-on. Justement pas.

"Notre politique militaire repose sur la notion de dissuasion", écrit la *Revue de défense nationale* dans son chapeau introductif à l'étude de Poirier sur la puissance moyenne. Malheureuse expression si fréquemment reprise qui contribue à renforcer l'erreur de perception contre laquelle l'auteur lui-même n'a cessé de mettre en garde : *"La dissuasion nucléaire ne saurait résumer, à elle seule, la stratégie militaire d'aucun Etat"*³¹. Ceci correspond à *"la nature dualiste de toute stratégie militaire cohérente qui compose toujours l'interdiction des actions adverses visant nos intérêts (but négatif) et l'action soutenant les nôtres (but positif)"*³².

GLOSE 6. Cette conception est à entendre à tous les niveaux de ce que Poirier nomme structure politico-stratégique. Ceci signifie que la dualité organique fonctionne aussi bien au niveau supérieur du politique qui définit des buts négatifs (conservation) (promotion) et intérêts positifs qu'aux niveaux de la stratégie qui corréle ou compose l'action et l'interdiction, de l'opératique qui combine l'offensive et la défensive de la tactique qui use de la même façon de la protection et de l'agression. La dualité irrigue d'amont en aval, et inversement, l'ensemble de la structure ; la résultante des effets

³⁰ Ibid, p. 173.

³¹ Lucien Poirier, « Lettre à Claude Le Borgne », *Stratégie théorique II*, p. 252.

³² Lucien Poirier, « La greffe » *Défense nationale*, janvier 1984, p. 7.

combinés pour chaque niveau rétroagissant sur les niveaux voisins et ainsi de suite.

Tout se passe comme si, en France, on ne parvenait plus à saisir cette "éternelle complémentarité des stratégies militaires" qui fonde la liberté d'action sur la sûreté que confère la capacité à contrer la liberté adverse. Comme si, le budget servant d'arbitre, on croyait pouvoir, en raison, se permettre d'opter tantôt pour l'un tantôt pour l'autre élément d'une même dynamique que l'on s'emploie ainsi à paralyser.

Quand bien même trouverait-il des justifications, ce choix n'est plus de mise parce qu'il n'y a plus à choisir. *"La guerre, dit Ailleret dès 1959, sera désormais nucléaire...du fait qu'elles (les armes nucléaires) existent, même si elles ne devaient pas être lancées, elles apporteraient quand même une révolution totale dans la tactique et la stratégie"*³³.

Les lois de la dissuasion nucléaire

C'est sous ce titre que, pour un assez vaste public, Pierre Gallois présente dans son livre les conclusions auxquelles plusieurs années d'étude et la responsabilité de la conception du programme de planification stratégique de l'OTAN l'ont conduit. D'entrée de jeu, il pose les règles fondamentales de la stratégie de l'âge nucléaire :

"Aujourd'hui, l'armement nucléaire pose de manière entièrement nouvelle le classique problème de la guerre :

1) Entre l'enjeu convoité et le risque à courir pour l'emporter en usant de la force, il n'y a plus aucune commune mesure...

2) Une certaine égalité peut être établie entre les peuples. En matière de Défense et de Sécurité, il ne peut plus y avoir de nations fortes et de nations faibles...

3) Parce que de nouvelles armes, fondées également sur le principe de la fission de l'atome, mais de plus faible puissance, commencent à figurer dans les panoplies des deux Grands, le concept de dissuasion s'applique non seulement à la défense d'enjeux d'importance majeure mais aussi aux conflits seconds...

³³ Général Ailleret, *Essai général de stratégie nucléaire*, chapitre XVII, p. 191.

4) *En associant l'explosif thermonucléaire au missile balistique à grande portée, les techniciens ont créé une arme actuellement imparable... Aussi, l'avènement des missiles balistiques à ogives thermonucléaires ne facilite pas l'agression, mais au contraire permet que, moyennant certaines précautions, elle devienne à peu près irréalisable*³⁴.

Tout est dit. La dissuasion française naît en quelques propositions simples sur lesquelles, jamais, Gallois ne transigera. Elle est "proportionnelle", et le pouvoir de l'atome est "égalisateur". Le développement de la capacité offensive balistico-nucléaire paralyse l'agression, blocage qui tend à s'emparer dans l'ensemble des théâtres de l'affrontement.

Cette dissuasion "peut être assimilée à un produit de deux facteurs dont l'un, purement technique, représente la valeur opérationnelle des moyens militaires utilisés pour exercer la représaille et dont l'autre, subjectif, exprime la volonté de la nation menacée d'user de la force plutôt que de composer"³⁵. Même approche chez Beaufre pour qui "la dissuasion repose sur un facteur matériel... et un facteur psychologique beaucoup plus important et beaucoup plus impondérable"³⁶.

GLOSE 7. ni l'un ni l'autre ne parlent du second facteur comme "politique". Il s'agit d'une manœuvre psychologique ou spirituelle par rapport au caractère matériel et physique de la construction des forces de dissuasion nucléaires. En fait, cette manœuvre comporte une forme opérationnelle qui relève effectivement de l'action psychologique, mais dans la mesure où elle met en jeu la volonté nationale et la résolution du chef de l'Etat, elle présente un caractère hautement politique pour ne pas dire le plus haut possible. On y reviendra plus loin.

Le premier facteur comprend ce que Beaufre nomme "modalités de la stratégie atomique", soit : "une grande puissance de destruction, une bonne précision et une bonne capacité de pénétration"³⁷. Ces caractéristiques ont pour but de garantir le franchissement des capacités de protection de l'adversaire. Le général Gallois précise encore les propriétés de la "force de frappe", ajoutant qu'elle devra être :

³⁴ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, préface de Raymond Aron, Calmann-Lévy, 1960, pp. 3-5.

³⁵ Ibid, p. 151.

³⁶ Général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, pp. 68-70.

³⁷ Ibid, p. 69.

*"Capable d'échapper à la destruction si elle est attaquée par surprise sur ses bases, conçue pour franchir les défenses adverses, et organisée de manière qu'une certaine automaticité décide de son emploi, la force de représailles devrait encore représenter une quantité de destruction suffisante pour que l'éventuel agresseur la redoute"*³⁸.

Toutes ces caractéristiques, absolument essentielles ont été discutées, critiquées, déformées avec passion, notamment l'insistance de Gallois sur *"la quasi-fatalité de la réaction à la menace"*. Le général fonde cette caractéristique sur la faiblesse politique des démocraties occidentales dont l'opinion publique, si elle avait en temps de crise son mot à dire, paralyserait la dissuasion en réclamant au plus tôt des négociations qui permettraient à l'adversaire d'obtenir sans coup férir les gains espérés. Par contre s'il était probable, voire seulement plausible, que la riposte soit automatiquement déclenchée s'il y avait agression, alors l'assaillant devrait accepter le risque correspondant. Sans doute renoncerait-il à l'épreuve de force³⁹. Le texte de Gallois fait apparaître la particularité de la manœuvre dissuasive qui vise à produire sur l'adversaire l'effet psychologique d'inhibition : *"A l'agresseur potentiel, il faut que la représaille apparaisse inéluctable. Il doit être persuadé que..."*⁴⁰ On touche donc déjà de très près au second élément du produit défini par Gallois.

Le second facteur est psycho-politique : *"la rare volonté"* c'est la problématique de la crédibilité qui est à la fois une composante *"technique"* de la dissuasion nucléaire mais qui touche si étroitement au politique qu'un développement particulier lui sera consacré. Bornons-nous pour l'instant à remarquer l'insistance toute particulière de Gallois sur le facteur opinion publique. Il implique donc qu'un effort absolument constant soit fait afin de maintenir par d'invisibles liens psychologiques l'adhésion nationale à la stratégie mise en œuvre.

Reste un dernier problème, essentiel : *Sur quoi faire porter la menace ?*

Le débat est bien connu : anti-forces ou anticités ? On doit constater ici la remarquable convergence des quatre stratégies pour qui, compte tenu de la position française, il ne saurait être question d'autre chose que d'une capacité de représailles contre ce que Gallois nomme parfois les *"œuvres"*

³⁸ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, pp. 173-174.

³⁹ Ibid, p. 173.

⁴⁰ Ibid, p. 167.

vives" et Poirier la "substance même" de l'adversaire. La position du faible dont les capacités sont limitées conduit nécessairement à cette conclusion. Mais peut-il en exister d'autres ? Y-a-t-il un sens à ce ciblage anti-forces à coup de milliers de charges nucléaires, s'il s'agit de dissuader ? Et compte tenu de la localisation des "forces" significatives de l'adversaire, que signifieraient en termes de coût humain les frappes anti-forces ? Quoiqu'il en soit, celui qui ne dispose que de moyens réduits recherche nécessairement, dans une stratégie en mode virtuel, à brandir la menace du plus grand mal possible qu'il peut infliger.

Paradoxe sans doute, mais relatif. En effet, comme le souligne Gallois, dès lors que l'on ne conçoit aucun dessein agressif et que l'objectif politique est la recherche de la communauté d'existence en bonne intelligence, il est parfaitement légitime de brandir une menace de ce type à l'intention de qui prétend par esprit d'agression contrarier ce projet⁴¹. Trente-cinq ans plus tard, la position du général reste inchangée, car il s'est toujours agi de "tirer le meilleur de l'atome : qu'il impose la non-guerre dans l'inégalité des potentiels de destruction. La notion de suffisance étant substituée à celle d'abondance"⁴².

GLOSE 8. Démarche constante, mais aussi constamment inquiète. Car le général Gallois est un dissuadeur, mais qui, par tempérament, pense constamment offensive, surprise, instantanéité. Offensif par tempérament, il est de ces esprits qui vivent intellectuellement la riposte éventuelle de l'adversaire et sans cesse mobiles ne peuvent connaître le confort et la sécurité d'une défense acquise une fois pour toute. Un axiome guide toute son œuvre : l'ennemi ne fera jamais ce que vous souhaiteriez lui voir faire.

Stabilité et escalade

Les études de l'Institut français d'études stratégiques dirigé par le général Beaufre ont mis l'accent sur la question de la stabilité de la dissuasion nucléaire et, à la suite des recherches américaines, notamment celles de l'Hudson Institute d'Herman Kahn, sur les problèmes d'escalade sur lesquels la crise de Cuba avaient attiré l'attention. Beaufre se place dans un cadre stratégique général de dissuasion bilatérale entre des adversaires dotés de capacités équivalentes. C'est dire que ses conclusions n'ont de sens pour la France que relativement aux conclusions qu'il est possible d'en tirer en

⁴¹ Ibid., p. 193.

⁴² Pierre Gallois, *La guerre de cent secondes*, Fayard, 1985 p. 120.

creux de l'organisation d'une dissuasion du faible au fort. Nous n'entrerons donc pas dans le détail des quatre situations de stabilité qu'il analyse. Mais on retiendra quelques propositions qui étayeront et guideront l'évolution de la pensée stratégique française. Ainsi : *"l'évaluation de la stabilité nucléaire dépend de la dialectique des deuxièmes frappes, c'est-à-dire de la comparaison entre l'efficacité des ripostes des deux adversaires"*⁴³. Il apparaît ainsi que la conservation d'une capacité de représailles joue un rôle essentiel. Et dans la mesure, précise Beaufre, où cette *"deuxième frappe doit être en priorité anti-ressources"*, elle autorise un Etat disposant de moyens même limités à exercer une dissuasion suffisante. Car *"les situations instables n'existent que si le risque de riposte est nul ou très faible. Dès que le risque de riposte cesse d'être faible, on se trouve dans ces situations de stabilité plus ou moins absolue..."*⁴⁴ encore nommée *"stabilité relative"*. Autre conclusion d'une grande importance : l'excès de stabilité peut conduire à produire l'effet inverse de celui qu'on recherchait. En effet la paralysie mutuelle au niveau nucléaire laisse une marge de manœuvre indirecte considérable, en particulier au niveau de la guerre classique, pourvu qu'elle reste limitée. En sorte que l'excès de stabilité sommitale provoque l'excès d'instabilité aux niveaux inférieurs. Comment éviter cette situation paradoxale ? D'une part en établissant une relation entre le niveau nucléaire et le niveau classique : *"il est indispensable que ce niveau soit rendu complètement solidaire du niveau nucléaire par la menace d'emploi des armes atomiques tactiques. ce n'est qu'à ce prix et à ce risque que la dissuasion nucléaire peut être pleinement efficace sur le niveau classique"*⁴⁵.

Ambivalence donc et réversibilité des effets. Tel est bien la nature du mécanisme chargé d'organiser cette descente de la stabilité nucléaire vers le niveau classique, à savoir l'escalade.

Dès lors que l'on a admis la stabilité nucléaire et la paralysie résultant de la parité des forces de ripostes des deux adversaires (postulat que récuse Gallois), il convient de pouvoir contrôler les situations de conflit dans les niveaux inférieurs, de façon à éviter que leur dégénérescence involontaire et imprévisible ne vienne soudainement affecter la stabilité nucléaire et placer au bord de ce gouffre de la guerre nucléaire totale que l'on cherche à éviter. Le développement volontaire de mécanismes escaladants, dans la mesure où

⁴³ Général Beaufre, *Dissuasion et stratégie*, p. 37.

⁴⁴ Ibid, p. 38.

⁴⁵ Ibid, p. 66.

il se situe dans le domaine du virtuel de la stratégie de dissuasion, permet de stabiliser les niveaux inférieurs en organisant la représentation pour l'adversaire des risques qu'il encourrait à provoquer par une première action au niveau inférieur la remontée des divers barreaux de l'escalade conduisant à la guerre nucléaire totale. *"La menace d'escalade joue un rôle stabilisateur et son absence peut permettre des conflits graves au niveau de la guerre froide et même au niveau classique, créant ainsi de nouveaux risques d'escalade"*⁴⁶.

Risque et rationalité : fondements logiques de la dissuasion nucléaire

Le stratège français vit dans un monde pascalien fait de raison agissante et de reconnaissance de la limite de ses pouvoirs. Mais cette limite n'a rien à voir avec l'irrationalité. Elle s'entend comme l'avancée extrême de la raison face à l'existence nécessaire de l'aléatoire. Le pari n'est donc pas un acte de démission de la raison devant l'inconnu, mais au contraire la plus forte tension possible de la raison calculatrice pour ramener l'inconnu vers l'incertain par la détermination rigoureuse d'une probabilité d'occurrence.

*"Il est en effet raisonnable, écrit Gallois, que l'agresseur potentiel fasse le calcul suivant :... ou encore "l'agression atomique devrait conférer à celui qui s'y résout de bien considérables avantages pour les payer d'un tel prix"*⁴⁷, (il s'agit de la destruction de la plupart de ses grandes villes).

*"Je crois, écrit Poirier, en une vertu rationalisante de l'atome, en une sorte de grâce d'état accordée aux hautes instances politiques et stratégiques des puissances nucléaires et qui, dans un univers gouverné par l'intérêt bien compris, devrait tempérer les écarts de leur imagination et régulariser les inévitables processus conflictuels... Pratiquement et si l'on suspend tout jugement moral - le seul critère de rationalité applicable aux conduites humaines, en politique comme en tout autre domaine de l'activité individuelle ou collective, est celui de l'intérêt"*⁴⁸.

GLOSE 9. Il est de mode de proclamer que ce raisonnement ne vaut pas pour le terroriste prêt à sacrifier sa vie sous l'empire de quelque conviction fanatique. C'est réduire considérablement la notion d'intérêt à la seule conservation de l'existence individuelle. Si le fanatique religieux a, par

⁴⁶ Ibid, p. 74.

⁴⁷ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, p. 179.

⁴⁸ Colonel Poirier, « Dissuasion et puissance moyenne », p. 363.

l'effet d'un autre mode de calcul, estimé qu'il devait sacrifier sa propre vie, ceci ne signifie nullement qu'il ait évacué l'intérêt de sa cause dont le triomphe suppose qu'elle s'inscrive dans la réalité et manifeste pour les autres sa justesse. Adopter un comportement qui aboutirait à la destruction totale de tout ce pourquoi il combat ne correspond pas à sa logique, fût-elle différente de "la nôtre", nous qui devrions pourtant savoir que le martyr doit témoigner pour quelqu'Autre.

Problème toujours délicat puisqu'il touche aux schèmes mentaux. On voit le général Beaufre s'aventurer sur ce chemin hasardeux *"Alors intervient un second degré de persuasion fondé cette fois au contraire sur l'irrationalité... C'est qu'en réalité l'élément décisif repose sur la volonté de déclencher le cataclysme. Faire croire que l'on a cette volonté est plus important que tout le reste de l'irrationalité et de la folie"* (il évoque Hitler alors qu'on le voit par ailleurs rendre compte de la rationalité implacable de sa stratégie "de l'artichaut"). En réalité lorsqu'il parle de "fou" et d'irrationalité, Beaufre renvoie, mais sans le dire, aux modèles de théorie des jeux.

Enjeu, risque, logique probabiliste

"la crédibilité... résulte non seulement de la valeur de l'équation matérielle mais aussi de la comparaison entre le risque et l'enjeu"⁴⁹.

"La force de frappe peut être proportionnée à la valeur de l'enjeu qu'elle défend... à l'âge de l'explosif nucléaire, les périls d'une politique d'expansion usant de la force ou de la menace d'y avoir recours, sont assez grands pour que les risques courus soient constamment comparés à la valeur des buts que poursuit cette politique"⁵⁰.

Mais, poursuivant le raisonnement jusqu'à ses limites, Poirier envisage le cas où *"le fort attache une valeur vitale à sa possession"* (du faible). *"Dans l'hypothèse extrême, précise-t-il, d'une lutte décisive pour l'hégémonie avec l'autre Grand, il pourrait alors accepter le risque des représailles du faible ; et c'est l'un des cas limites où la dissuasion nucléaire du faible au fort n'est pas concevable"⁵¹.* On a vu toutefois que la propriété de l'arme atomique est de contraindre le candidat agresseur à prendre en compte la notion de risque comme jamais auparavant on ne l'avait fait. D'où l'importance de la loi de

⁴⁹ Général Beaufre, *Dissuasion et stratégie*, p. 71.

⁵⁰ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, p. 184.

⁵¹ Lucien Poirier, *Des Stratégies nucléaires*, p. 322.

l'espérance politico-stratégique qui procède, selon son créateur, Lucien Poirier, de l'inversion de la procédure décisionnelle⁵² traditionnellement à l'œuvre dans le calcul stratégique : *"une entreprise politicostratégique n'est rationnelle que si l'espérance politicostratégique est positive ; si l'espérance de gain attachée à son projet est dans le moment de la décision, et demeure durant l'exécution, supérieure aux risques consécutifs aux oppositions qu'elle rencontrera nécessairement dans le champ de la compétition, de la concurrence, voire du conflit armé"*⁵³.

On note que l'énoncé recourt à la logique probabiliste. *"Il s'agit de comparer non pas l'enjeu du litige et le coût du conflit... mais des espérances du gain et des risques qui s'estiment en langage probabiliste intégrant des incertitudes qui jouent un rôle décisif dans la pratique de la stratégie nucléaire"*⁵⁴. Cette dimension probabiliste, aussi fondamentale que la distinction entre réel et virtuel qu'elle complète, introduit un facteur essentiel : l'incertitude. *"C'est en fin de compte l'incertitude qui constitue le facteur essentiel de la dissuasion. Aussi doit-elle faire l'objet d'une tactique particulière dont le but est de l'accroître... il faut absolument éviter toute action ou toute déclaration qui viendrait lever l'une des hypothèses que l'adversaire peut craindre"*⁵⁵.

GLOSE 10. Dans la manœuvre psychologique pour la dissuasion, le facteur déclaratoire joue donc un rôle essentiel. Non seulement parce qu'il est "pédagogie" à l'égard de l'adversaire mais aussi parce qu'il dit la liberté du dissuadeur. On sait l'erreur que commit Dean Acheson en faisant savoir que la Corée n'entraît pas dans le domaine des intérêts vitaux des Etats-unis. On sait aussi le refus légitime de l'OTAN à se lier par des déclarations de "no first use". Aujourd'hui où le risque d'engagement des forces nucléaires a diminué dans des proportions considérables, on pourrait être tenté - on l'est même- à s'abandonner par faiblesse démagogique à ce genre d'engagement tirant prétexte du fait que l'enjeu a disparu. Or, si précisément l'enjeu n'est plus là, l'objet même de telles déclarations disparaît. A quoi bon alors se prononcer et hypothéquer l'avenir ? Car l'imprévisible évolution du monde fait que l'on pourrait, de nouveau, avoir besoin de toute sa liberté de manoeuvre et de toutes les hypothèses. Il sera difficile de revenir en arrière sur des déclarations dont on pourrait aujourd'hui faire l'économie sans

⁵² Colonel Poirier, « Dissuasion et puissance moyenne », p. 364.

⁵³ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, p. 164.

⁵⁴ Colonel Poirier, « Dissuasion et puissance moyenne », p. 363.

⁵⁵ Général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, pp. 72-73.

grand dommage. Et ce retour en arrière prendra alors la valeur d'un acte stratégique d'une portée peut-être plus grave que celle que l'on aurait voulu lui donner.

"Ne comparer que l'enjeu et le risque entendu dans le sens de coût, c'est évacuer les facteurs de probabilité, donc les incertitudes, et prêter le flanc à ceux qui ignorant l'essence de la stratégie, identifient crédibilité à certitude"⁵⁶.

Ainsi "on commet une erreur quand on assimile la stratégie nucléaire à une défense de "Ligne Maginot" ; celle-ci visait à réduire les incertitudes dans le calcul prévisionnel et la conduite des opérations du défenseur ; celle-là se fonde, au contraire, sur une dialectique des incertitudes"⁵⁷.

L'architecture logique de la stratégie de dissuasion nucléaire du faible devant le fort apparaît alors comme la résultante d'une double mutation du calcul stratégique sous l'effet des propriétés de l'arme nucléaire.

a) Il doit intégrer le risque au lieu de l'écarter.

b) Il doit intégrer la contrainte d'une d'interrogation permanente sur les conditions politico-stratégiques d'occurrence du risque. Cette conjonction rend compte de l'efficacité inhibitrice absolument exceptionnelle de l'arme nucléaire et de la stratégie de dissuasion qui la met en œuvre. Reste à savoir si au-delà du domaine de la stratégie d'interdiction les propriétés des armes nucléaires, du seul fait de leur possession, sont susceptibles d'effets et lesquels. Ce n'est pas un hasard si l'on est aussi étonnamment discret quant au rôle des armes nucléaires déployées durant la guerre du golfe par les Etats participants qui en étaient dotés.

"L'effet dissuasif escompté de la menace de réaction nucléaire à une initiative adverse c'est la combinaison d'une certitude et d'une incertitude : certitude partagée par tous les Etats, quant à l'existence permanente d'un risque nucléaire prohibitif, d'une possibilité d'action dont l'exécution soudaine et imparable ne serait jamais tout à fait improbable dès lors que seraient remplies les conditions politico-stratégiques la justifiant ; incertitude sur la nature exacte de ces conditions et sur le moment critique

⁵⁶ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, p. 307.

⁵⁷ Lucien Poirier, *Les voix de la stratégie*, Fayard, 1985, p. 86, note 1.

*où l'un des adversaires les jugerait remplies et où le risque s'actualiserait"*⁵⁸.

Pour comprendre complètement ce rôle décisif de l'incertitude, on considérera qu'elle fonctionne par rapport à deux objets fondamentaux. D'une part l'architecture de la relation entre les duellistes. C'est le moteur du jeu dialectique abyssal (ou "en miroir") des perceptions : l'Un regardant l'Autre qui le regarde. *"Tout ceci aboutit à une dialectique extraordinairement subtile visant à apprécier la probabilité des réactions de l'adversaire en fonction de ses moyens et de sa volonté de les employer et même de l'idée qu'il se fait de l'idée que nous nous faisons de ses moyens et de sa volonté de les employer"*⁵⁹.

D'autre part, elle gouverne l'inscription opérationnelle ou si l'on veut le transfert sur un théâtre d'opération de cette relation. d'incertitude conflictuelle. Ce transfert est pris en compte chez Poirier par le concept de seuil critique d'agressivité. *"c'est le concept central de la dissuasion du faible au fort : le seuil d'agressivité critique dont le franchissement justifierait le faible d'exécuter sa menace"*⁶⁰. *"La stratégie de dissuasion nucléaire du faible au fort s'identifie à une dialectique des incertitudes entre candidat agresseur et dissuadeur : si les opérations militaires devaient être engagées et se développer dans l'espace non sanctuarisé, chacun des duellistes sait qu'un seuil existe, qui déterminera leurs décisions irrévocables, et que la situation concrète le fera émerger dans la plage d'incertitudes"*⁶¹.

GLOSE 11. Le concept d'incertitude est un des plus difficiles à manipuler pour le non-spécialiste. Non qu'il manque de clarté mais parce qu'il prête trop aisément le flanc à une dérive intellectuelle. L'incertitude "dure" que fonde la logique probabiliste et que garantit le pouvoir destructeur de l'atome a tôt fait d'être dégradé en incertitude "molle" sur les finalités politiques (l'intérêt vital serait indéfinissable), sur l'étendue et la délimitation de l'espace sanctuarisé et même, hélas, sur l'état d'esprit du dissuadeur suprême (oserait-il ?). Ainsi emploie-t-on des forces réelles capables de produire des effets physiques concrets au service d'un but

⁵⁸ Ibid, p. 362.

⁵⁹ Général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, p. 72.

⁶⁰ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, p. 323. l'auteur utilise également, mais de façon non systématique, la notion plus générale de "seuil de nucléarisation".

⁶¹ Lucien Poirier, *Eléments de Stratégie théorique*, p. 222.

stratégique qui se situe dans l'ordre du virtuel et qui, lorsqu'il réussit, conduit au maintien d'un but politique réel, parfaitement concret qui est le non-déclenchement du conflit. Il est donc d'une grande absurdité de clamer que les forces nucléaires ne servent à rien. Leur existence matérielle est indispensable pour garantir le succès du projet politique concret à travers une stratégie de non-emploi qui se déploie dans l'ordre du virtuel. En d'autres termes, le principe d'incertitude lié à la logique probabiliste ne se confond ni avec l'irrationalité ni avec la confusion dans la mise en oeuvre de la manoeuvre dissuasive.

Cette difficulté est renforcée par la façon dont Poirier lui-même développe le concept de seuil d'agressivité critique en distinguant, de façon très clausewitzienne⁶², le seuil "*selon son concept*" qu'il nomme théorique et un seuil critique *Sr* dit "*concret*".

S'il est possible d'établir une notion théorique de seuil, l'affaire est toute autre dès lors que l'on passe à l'inscription opérationnelle de l'affrontement des volontés et des forces et qu'il faut considérer le *hic et nunc* dans lequel se nouerait le passage du virtuel au réel. "*Afficher en temps normal un seuil *Sr* défini serait, pour le dissuadeur, autoriser l'agresseur à agir impunément jusqu'à sa borne... C'est pourquoi la théorie suggère que, pour l'information permanente d'un éventuel agresseur, le dissuadeur ne peut afficher en temps normal... que le seuil théorique *Se* s'identifiant à l'interface des espaces sanctuarisé et non sanctuarisé*"⁶³.

Le seuil d'agressivité critique forme à la fois la liaison entre politique et stratégie et achève de "boucler" la logique de la dissuasion nucléaire du faible devant le fort. Le seuil critique d'agressivité "*est dérivé de celui d'intérêt vital, celui-ci déterminant celui-là... seuil critique et intérêt vital sont deux interprétations d'une même réalité : la première en langage stratégique, la seconde en langage politique. Toutes deux expriment d'abord la loi de l'espérance de gain politico-stratégique...*"⁶⁴ L'étroit emboîtement des concepts fondamentaux nous conduit au niveau ultime de la structure.

⁶² L'affiliation clausewitzienne est explicitement reconnue par l'auteur dans la version originale complète de son étude, *Éléments de Stratégie, Théorie de la stratégie de dissuasion de la puissance moyenne*, Fascicule 2, Logique probabiliste et modèle dynamique d'une dissuasion nucléaire absolue.

⁶³ Lucien Poirier, *Essais de stratégie théorique*, p. 223.

⁶⁴ Ibid, pp. 224-225.

L'interface politico-stratégique

GLOSE 12. Une arme n'est ni bonne ni mauvaise. Seule la finalité de l'Etat qui se la procure et en fait usage est justiciable de l'appréciation éthique. Même chose pour la politique. L'atome n'est pas de gauche ou de droite. L'arme nucléaire est politique dès lors qu'elle sert un dessein politique qui, pour s'accomplir, décide d'y faire appel. Il est vrai que l'arme nucléaire ne peut servir n'importe quel dessein politique. Moins maniable qu'un porte-avions ou une canonnière, elle accompagne des buts politiques plus lourds et plus fondamentaux. Lesquels et comment ? C'est poser un double problème, celui de la relation entre arme nucléaire et institutions politiques d'une part et action politique d'autre part (ce que les anglo-saxons ont nommé *nuclear diplomacy*).

Cette relation étroite et dynamique, les quatre hommes la reconnaissent et n'ont pas manqué d'en explorer les voies. Stratèges autant que militaires, ils savent l'étroite interaction des deux domaines. Ailleret a indiqué le moment venu de quelles conséquences était sur le plan politique la détention des armes atomiques. Il s'est toujours gardé d'aller au-delà. Tous quatre respectent sans défaillance la relation hiérarchique et logique entre politique et militaire, mais ils sont également conscients des inévitables répercussions de la stratégie sur le politique et tout particulièrement de la servitude nouvelle et éminente que fait peser le nucléaire sur la responsabilité du politique.

Ailleret ne manque pas de participer par le biais de la stratégie nucléaire à la politique de la France sous contrôle étroit du chef de l'état.

Quant à Gallois, il ne cesse de scruter toutes les inconséquences du politique par rapport aux rigueurs de la loi nucléaire.

La démarche de Poirier est voisine, qui manifeste un penchant plus marqué pour la théorisation, machine de guerre qui autorise au nom de sa rigueur à apprécier la validité de démarches parfois aventurées de la haute hiérarchie et même de l'autorité politique. Les chefs d'Etat-major des Armées (Fourquet, Méry), lorsqu'ils disent la stratégie nucléaire de la France, s'exposent aux rigueurs d'une logique et d'une plume que personne n'a contraint. A sa manière, chacun manifeste la plus haute conscience de la relation dynamique entre politique et stratégie. Celle-ci est bien reconnue comme un moyen, mais ce moyen ne saurait être dissocié de la fin qu'il sert. En d'autres termes, la relation est bien plus subtile et complexe que celle

que l'on trouve hiérarchisée dans le principe de l'obéissance militaire au pouvoir politique. Pour les quatre officiers, cette obéissance va de soi mais l'interface est bien autre chose. *"La seule existence d'un moyen exceptionnel s'impose comme une donnée désormais constante et déterminante à tous les projets politiques concevables. Elle intervient comme une donnée décisive dans la définition des buts de cette politique"*⁶⁵. Poirier va plus loin encore qui dit de la stratégie qu'elle *"est la politique en acte... Politique et stratégie sont indissociables comme un quelconque geste conscient de l'intention qui le motive"*⁶⁶. Et l'on doit se demander en effet en quoi pourrait bien consister une politique sans la capacité à agir sinon une idéalité platonicienne, le fantôme Utopie.

La problématique de la crédibilité ou la contrainte du nucléaire sur le politique

a) On a vu que pour le général Gallois le problème le plus ardu posé par la dissuasion nucléaire était celui de l'adhésion de l'opinion publique dans les sociétés démocratiques, du soutien qu'elles apportent à leur gouvernement dans le cas d'une crise et de la liberté de manoeuvre dont celui-ci dispose par rapport à cette même opinion. De cette relation entre le soutien de l'opinion et la crédibilité de ce que Gallois nomme la *"rare volonté d'user de la représaille"* qui fonde la crédibilité dissuasive nucléaire, on peut inférer trois propositions :

- que le soutien de l'opinion à la stratégie doit être entretenu par un effort d'explication et de justification permanent à tous les niveaux de la société : masses, élites, intellectuels... etc ;

- que les actions de guerre psychologique menées par l'adversaire doivent être constamment contrées ;

- enfin que, pour recueillir l'adhésion du peuple et donc être crédible, la stratégie de dissuasion nucléaire ne peut s'appliquer qu'à la notion d'intérêt vital de la nation c'est-à-dire la coïncidence stricte avec la population du pays qui la pratique.

b) la "rare volonté" est celle d'un homme. Un seul : le décideur nucléaire à qui incombe la responsabilité non seulement du choix mais aussi de faire

⁶⁵ Colonel Poirier, « Dissuasion et Puissance moyenne », p. 360.

⁶⁶ Lucien Poirier, « Langage et structure de la stratégie », dans *Stratégie théorique II*, p. 109.

croire, constamment, tout au long de l'exercice de ses fonctions que ce choix sera pour lui psychologiquement soutenable. La résolution du chef de l'Etat est donc un facteur aussi déterminant que son information⁶⁷.

Beaufre, dont la vision est fortement déterminée par le concept de guerre totale ("*toutes les bonnes stratégies ont été totales*") souligne la radicalisation engendrée par l'arme atomique : "*à une stratégie totale implicite menée à l'estime et en quelque sorte intuitivement par les Chefs de gouvernement fait place une stratégie qui se doit d'être scientifiquement totale. La stratégie totale devient une discipline de pensée indispensable au niveau des classes dirigeantes*"⁶⁸. Le chef de l'Etat est donc, pour le général Poirier chez qui l'on sent bien ici l'influence de de Lattre via Beaufre, le stratège intégral. Investi par le suffrage universel depuis 1962, porteur direct de la volonté nationale, il incarne l'interface politico-stratégique. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir d'interrogations au-delà. Sauf celles que le chef de l'Etat, concepteur du projet politique, poserait lui-même légitimement. Reste que dans sa soumission logique au projet politique, la stratégie de dissuasion nucléaire soumet le chef de tout Etat nucléaire à l'épreuve d'une rigueur exceptionnelle. La mort stratégique virtuelle saisissant le vif politique réel trempe sa volonté.

Etre Soi : finalité politique suprême

L'arme atomique est garante de l'être national. Pour les quatre stratèges français, elle présente l'immense avantage de permettre enfin cette protection dont la France avait tant besoin. La dissuasion nucléaire est d'abord et surtout manoeuvre de sécurité garantissant la persévérance de l'être national. La menace d'emploi d'une arme sans équivalent assure la pérennité du projet politique minimal. "*Toute action politique a pour objet, en premier lieu, de maintenir l'unité politique dans l'existence et dans son identité : sa première fin est donc de persévérer dans son être*"⁶⁹. Sans doute ne l'entend-t-il pas dans un sens de repli frileux sur soi. Il n'en est pas moins vrai que ce but politique premier, dans la mesure où il implique une stratégie conservatoire interdisant à tout autre de porter atteinte à l'Etre, est d'abord négatif. Ou, plus exactement, il est négation de la négation que comporte le projet politique de l'adversaire qui prétend, par-là, s'affirmer. Nul ne peut contester qu'à partir de 1945 et alors même que les défaites

⁶⁷ Ibid, p. 377.

⁶⁸ Général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, p. 88.

⁶⁹ Lucien Poirier, « Langage et structure de la stratégie », p. 82.

dans l'Empire accroissent le sentiment de rétrécissement de la puissance française cette stratégie ne soit venue servir l'angoisse du politique à être capable de soutenir plus avant son projet minimal : l'existence. Et de Gaulle lui-même avait fait remarquer en 1943 à Maurice Schumann que l'être de la France avait cessé de relever de l'évidence qui évitait que l'on se posât la question : *"Il faut vouloir que la France existe. Plus jamais cela n'ira de soi"* ⁷⁰.

Ainsi s'explique l'évaluation qui est faite des limites de validité de la dissuasion du faible au fort. *"Parce que l'unanimité nationale ne pourrait être faite que devant une grave menace, le domaine d'efficacité de la stratégie de dissuasion est plus généralement limité à la défense des intérêts vitaux du pays qui pratique cette stratégie"* ⁷¹.

"Partant de l'axiome selon lequel le risque nucléaire est trop extrême pour être partagé, la théorie dit que, en stricte logique politicostratégique et dans l'état actuel des choses, l'intérêt vital - c'est-à-dire l'enjeu politique suprême compatible avec le moyen stratégique extrême qu'est la menace d'actualiser le risque de génocide calculé - ne s'identifie qu'à l'intégrité du territoire national" ⁷².

GLOSE 13. Très fréquemment, on déclare que la notion d'intérêt vital reste volontairement indéfinie. Rien de plus inexact. L'intérêt vital correspond à ce qui est légitimement justiciable de la représaille nucléaire et du risque immense qu'elle implique. C'est donc l'intégrité du territoire national et rien d'autre qui peut être associé à cette menace comme seul enjeu qui mérite considération.

Sans aucune ambiguïté, les généraux Gallois et Poirier identifient l'intérêt vital à l'être national territorialisé c'est-à-dire un peuple occupant un espace *"où il peut vivre, travailler, penser comme il l'entend"* ⁷³. Mais là commence une autre sorte de difficulté. Le vital ne correspond pas à l'enjeu représenté par tel ou tel territoire lointain ou encore telle voie de communication. Pour ce type d'enjeux, il suffit – il est besoin – de moyens de garantie adaptés et de nature classique. Le vital, dans sa relation au nucléaire, est d'une toute

⁷⁰ Pierre Messmer et Alain Larcan, *Les Ecrits militaires de Charles de Gaulle*, PUF, 1985, p. 201, note 49.

⁷¹ Général Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, p. 210.

⁷² Lucien Poirier, *Eléments pour la théorie d'une stratégie de dissuasion concevable pour la France*, p. 226.

⁷³ *Ibid*, p. 222.

autre nature. Il s'agit en effet de savoir à quoi se reconnaît le vital pour celui qui en participe : *"le fondamental, le sacré par quoi un peuple se connaît nécessaire dans son unité et sa singularité ; ce par quoi il existe et ce pourquoi il estime devoir vivre (d'où l'expression intérêt vital). Tout ceci semble indéfinissable, qui procède d'une histoire séculaire et qui porte les chances d'avenir... C'est là le seul enjeu politique pour lequel la menace de représailles massives est crédible dans l'état actuel des choses"* ⁷⁴.

GLOSE 14. Ceci est central pour l'avenir puisqu'il s'agit de l'adéquation entre le sujet individuel et la communauté. Le sentiment d'appartenance générateur d'identité. Il est évident qu'une dissuasion nucléaire européenne suppose, pour être un jour en mesure d'affronter quelque autre dont nous ne savons rien aujourd'hui, une fusion des identités ou des "vitalités" dans un être européen communautaire. Mais, plus gravement, n'est-ce pas la disparition de tout lien d'appartenance qui caractérise aujourd'hui les sociétés occidentales et fournit l'illusion d'une sensibilité commune dans le fait que personne ne se sent rien de commun avec personne. Agglomérat de narcissismes exacerbés qu'anime un mouvement brownien...

Le général Poirier est amené à privilégier le concept d'autonomie de décision : *"Faculté, pour un peuple, de choisir librement, à l'abri de toute pression étrangère, le projet politique qu'il juge conforme à ses intérêts et à ses ressources, le concept d'autonomie de décision répond à la volonté d'identité nationale"* ⁷⁵ par rapport à celui, si fréquemment galvaudé, d'indépendance nationale. *"toute unité socio-politique enregistre nécessairement les effets d'influence positive et négative, et les facteurs de perturbation qu'engendre sa coexistence avec des homologues générateurs de contre-projets. Les phénomènes d'interdépendance se sont d'ailleurs multipliés... ; concept vide de sens"* conclut Poirier ⁷⁶. C'est le renoncement à l'autonomie de décision qui équivaut logiquement à l'abandon de l'être. En conséquence, *"la stratégie militaire recevra donc pour premier but, et pour but constant, l'acquisition de l'autonomie de décision si on ne la possède pas encore et sa sauvegarde devant toutes les formes de danger susceptibles de la compromettre, de l'aliéner immédiatement ou à terme"* ⁷⁷.

⁷⁴ Colonel Poirier, « Dissuasion et Puissance moyenne », p. 374.

⁷⁵ Lucien Poirier, *Essais de stratégie théorique I*, op. cit. p. 292.

⁷⁶ Lucien Poirier, *Stratégie théorique II*, « Langage et structure de la stratégie », p. 168.

⁷⁷ Général Poirier, « Une Méthode de stratégie militaire prospective, 1969-1974 », *Essais de Stratégie théorique*, FEDN, p. 118.

GLOSE 14 (bis). A l'âge nucléaire, accepter la protection d'une puissance nucléaire équivaut nécessairement à aliéner son autonomie de décision, donc sa liberté d'action. La protection est une chose. La fusion dans une entité politique nouvelle ou altération réciproque de soi et des autres est un processus encore différent qui n'équivaut pas à l'anéantissement de l'autonomie provoqué par l'occupation.

Considérons que cette interdépendance généralisée à l'intérieur du système économique occidental post-industriel a pour corollaire l'éradication partielle du sentiment d'appartenance et donc cet enfermement sur soi qui abolit la communauté au bénéfice d'une appartenance floue et à peine consciente à un ensemble lâche et "soft". Celui-là dont des forces armées auront à assurer pourtant et la sécurité et la prospérité.

L'autre que soi ou la question des alliances

"Les alliances n'ont pas de vertus absolues, quels que soient les sentiments qui les fondent" avait dit le général de Gaulle le 11 janvier 1963.

Très tôt, des particularités de l'arme nucléaire le général Gallois infère l'impossibilité des alliances. *"Les démocraties ne peuvent guère pratiquer la stratégie de dissuasion qu'au service d'une cause absolument vitale"*⁷⁸. Il est en effet indispensable pour l'efficacité et la crédibilité de la menace que l'opinion publique apporte son soutien. Que sert la dissuasion nucléaire ? *"elle répond à une fin politique qui ne peut être partagée avec aucun autre Etat : la pérennité de l'être national"*⁷⁹. Et Gallois de mentionner ce qu'il accentuera par la suite, à mesure que les Etats-Unis s'écartent de la stratégie des représailles massives : *"S'il s'agit d'intervenir au profit d'un autre, fût-ce un pays ami, l'hésitation est d'autant plus probable que les lois de la stratégie nucléaire sont défavorables à pareille intervention"*⁸⁰.

GLOSE 15. Il devient clair qu'aucun Etat ne saurait envisager de courir le risque de la mort pour un autre que lui-même. Pas de dévolution du trépas virtuel. Mais cette préoccupation issue de la situation de dépendance de la France vis-à-vis des Britanniques et du "lâchage" de la Tchécoslovaquie à

⁷⁸ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, p. 199.

⁷⁹ Lucien Poirier, « Eléments pour la théorie d'une stratégie de dissuasion concevable pour la France », in *Essais de stratégie théorique*, p. 232 et, dans le même ouvrage, voir plus généralement le texte intitulé « Le Deuxième cercle ».

⁸⁰ Général P. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, p. 187. Ce thème constituera l'élément central d'un ouvrage postérieur *Paradoxes de la paix*, Presses du temps présent, Paris, 1967.

Munich conserve-t-elle la même valeur à l'ère nucléaire ? D'un côté on dira, suivant Gallois : d'autant plus ! Mais on peut considérer que tant qu'il s'agit de chercher à faire croire qu'il ne serait pas improbable que l'on s'exposât, y compris au nucléaire pour soutenir un Allié d'une importance que l'on a proclamée vitale, cette position ne peut pas être rejetée. D'autant que si la manœuvre dissuasive échoue, le paysage change et l'on peut réviser sa position. Celui qui fait les frais c'est l'allié abandonné, mais le nucléaire garantissant mieux la probabilité de non-passage à l'acte on pourrait en inférer que l'Allié est mieux protégé que par les nœuds sacrés d'alliances qui, le moment venu, respectées ou non ne le laissèrent pas dans une position meilleure.

GLOSE 16. Dans le contexte de la *flexible response* donc du "retrait relatif" des Etats-Unis, Ailleret faisait apparaître le double dilemme qui depuis Cuba et l'Algérie était évident :

1. La France pouvait se trouver entraînée dans un conflit qui n'était pas le sien.
2. En cas de besoin, la France risquait de ne pas pouvoir compter sur le soutien d'un allié trop soucieux de ménager son propre intérêt (en partie le cas Suez).

Dans un cas comme dans l'autre, l'autonomie de décision est confisquée par le protecteur qui impose son calcul de l'intérêt en fonction d'un rapport entre enjeu et risques qui ne peut coïncider avec celui du protégé. Le nucléaire renforce cette situation traditionnelle parce que la vie et la mort sont suspendues au risque nucléaire. La stratégie de dissuasion nucléaire contraint le politique à durcir ses énoncés ou au contraire à conserver ou introduire un certain flou qui fera incertitude chez l'adversaire.

La condamnation en bloc d'une stratégie d'alliance et le repli égoïste sur le donjon nucléaire posent évidemment d'immenses problèmes qui varient dans le temps, compte tenu de l'évolution du monde et donc de chacun des acteurs.

Distinguons "l'alliance-protectorat" de "l'alliance-communauté de biens".

L'alliance qui vise à s'opposer négativement à un adversaire et dont l'urgence conduit à accepter n'importe quel degré de subordination. Impérative, elle ne comporte qu'une finalité négative.

L'alliance par intérêt conduit à considérer qu'en vue d'assurer la prospérité de chacun des associés la formule communautaire présentera davantage de profits que la recherche en ordre individuel dispersé. A terme, cette formule peut comporter un désir plus profond d'intégration et d'altération des identités des uns dans les identités des autres et réciproquement. Mais la recherche de l'intérêt continuera de guider la démarche des différents participants.

La situation actuelle est intermédiaire. L'alliance à n'importe quel prix n'est plus justifiée, l'alliance communauté ne parvient pas encore à se définir.

GLOSE 17. A l'ère nucléaire, peut-il exister pour un Etat une défense efficace qui puisse se dispenser de la composante nucléaire ? Il est évident que l'on peut, comme c'est d'ailleurs le cas pour une majorité d'Etats dans le monde, répondre à cette question par l'affirmative. Mais force est alors de reconnaître que dans l'absolu cette position est intenable : on ne peut se défendre par des moyens classiques contre une menace nucléaire. En fait le recours à la seule défense classique peut se justifier parce que l'on n'a pas d'adversaire nucléaire direct ou simplement proche. Ceci revient à différer le problème dans le temps et dans l'espace. Or ceci devient le cas pour de très nombreux pays depuis que l'Union soviétique a disparu. Mais, inversement, c'est de moins en moins le cas à mesure que la mondialisation rapproche les Etats et leurs intérêts les uns des autres. L'Irak en a fait l'amère expérience. Même dans un monde où il n'existe pas d'adversaire, la présence des armes nucléaires fait que, tôt ou tard, on doit se poser la question de savoir si l'on se dote de cette arme ou si l'on se choisit un protecteur et si oui lequel. Il est certain que, même si elle ne présente pas un caractère d'urgence pour l'Allemagne aujourd'hui, cette question ne peut qu'être au coeur de la méditation stratégique qui doit considérer ce que pourrait être sa défense dans vingt ans.

Au-delà du dilemme : la dissuasion absolue

Mais, dans ce qui est souvent présenté comme un égoïsme sacré, il y a plus d'une nuance à introduire... Tout en rejetant ce qui lui paraît être chez Beaufre recherche d'un impossible compromis, Poirier se distingue de Gallois et d'Ailleret en ce qu'il s'efforce dans la stratégie militaire générale (action et dissuasion combinées) d'accorder la sanctuarisation française et les relations privilégiées à finalités communautaires entre la France et ses partenaires européens.

D'où la métaphore des trois cercles, la dilatation spatiale liée au seuil d'agressivité critique et surtout une problématique de la dissuasion qui, dans une période d'interrogations et de prospective comme celle que nous connaissons aujourd'hui, est riche de suggestions et ne peut que stimuler l'invention stratégique.

La dissuasion absolue est définie comme *"une stratégie complexe qui vise à détourner toute agression même celles qui, en leur début, n'affecteraient pas notre territoire"*⁸¹. Une note fort longue et qui sans doute a reçu bien peu d'attention résume en quelques lignes le contenu du chapitre VIII qui explique en détail comment en quoi la dissuasion absolue englobe dissuasion radicale et dissuasion limitée. *"La première, fondée sur l'existence d'un risque nucléaire qu'une agression majeure, affectant le territoire D (du dissuadeur), actualiserait après le franchissement d'un seuil d'agressivité critique, sera dite radicale. La seconde, fondée sur l'existence d'une capacité d'intervention classique – en principe avec des alliés – à la mesure des agressions mineures affectant le glacis et suffisante pour enlever toute valeur aux espérances de gain que l'agresseur pourrait y convoiter, sera dite limitée"*⁸².

GLOSE 18. Le général Poirier sent bien qu'il n'est pas possible d'isoler totalement le sanctuaire parce qu'il y a des partenaires, parce que la France est, en Europe, interdépendante à la fois dans l'exiguïté géographique et de l'enchevêtrement dilaté des intérêts. Il faut donc articuler des modes stratégiques les uns aux autres. Il faut participer jusqu'aux limites extrêmes tolérées au niveau stratégique par la crédibilité nucléaire et au niveau politique par le refus d'une réintégration du protectorat américain à cette protection du glacis ouest-européen.

Mais, pour y parvenir, une transformation qualitative de la dissuasion est nécessaire. Dissuasion nucléaire en deçà, dissuasion classique au-delà. Plus précisément encore, une dissuasion limitée non nucléaire.

Distinguer entre forces conventionnelles qui complètent le dispositif dissuasif nucléaire et forces conventionnelles qui agissent au loin (corps expéditionnaire) et qui constituent le second volet et auxquelles le cas échéant les forces nucléaires pourraient apporter le soutien de leur capacité

⁸¹ Lucien Poirier, « Dissuasion et puissance moyenne », p. 369 et note 1.

⁸² Lucien Poirier, *Éléments de stratégie, Théorie de la stratégie de dissuasion nucléaire d'une puissance moyenne*, fascicule II (polycopié), p. 305.

de dissuasion (comme ce fut le cas pour les américains en Irak) complète la capacité stratégique.

Aujourd'hui, le problème se repose en termes différents qu'on peut rapidement esquisser. Il n'y a pas de forces nucléaires à construire. Les besoins en matière fissile sont largement couverts. Il s'agit donc d'un rééquilibrage : adaptation des forces nucléaires et modernisation des forces conventionnelles, et de leur mutuel équilibrage au service d'une réelle dialectique stratégique action-dissuasion correspondant à la dialectique des buts politiques positifs (développer-prospérer) et négatifs (interdire-protéger-conserver).

A l'égard de ce problème crucial de l'alliance chacun s'est prononcé. Ici, il y a division en deux camps : Ailleret, Gallois, Poirier se trouvent unis pour considérer que le risque nucléaire ne se partage pas, ce dernier proposant une organisation stratégique permettant d'intégrer la notion d'alliance de façon qu'elle n'entre pas en contradiction logique avec la logique de la dissuasion nucléaire. Beaufre seul s'essaie à cet exercice redoutable dans un contexte politique particulièrement défavorable. En dépit des appréciations que l'on peut porter sur la validité d'une démarche dont on va voir la complexité ingénieuse, il faut rendre hommage à une tension intellectuelle qui s'efforça de réduire des écarts qu'il pouvait être parfois plus commode de considérer comme des ruptures.

Frictions ou de quatre "malédiction" théoriques

Rigueur et vigueur de la pensée du stratège ne sont pas tout. Après l'énoncé, il y a le passage à l'acte, l'affrontement avec la pesanteur des choses, le conformisme et le traditionalisme, les intérêts corporatifs pour ne rien dire des autres.

Gallois : les représailles massives

Cet attachement à une doctrine qui le conduit à condamner avec une virulence croissante la position américaine procède paradoxalement de la plus étroite familiarité avec le nucléaire américain. Gallois comprend que les Etats-Unis se détournent des représailles massives à cause de la montée en puissance de l'arsenal soviétique. Il calcule et prévoit cette évolution. Il constate l'inflexion vers la riposte graduée et en conclut qu'un allié ne peut plus être certain d'être protégé dans de telles conditions. Il en conclut dès lors qu'à partir du moment où Kennedy a engagé les Etats-Unis dans cette

voie, les propositions d'association ne sont qu'illusions (la "farce" multilatérale, écrira Gallois) sans aucune fiabilité. Ce point de vue est d'ailleurs complètement partagé par Beaufre. Là encore il s'agit bien davantage de choix du ton pour dire ce qu'impose la lucidité élémentaire. Il importe alors de se doter de façon autonome des forces nucléaires pour être en mesure d'opposer ses propres forces nucléaires indépendantes à celles de l'adversaire.

Cette conception a été attaquée dès le début avec une extraordinaire virulence par Raymond Aron⁸³. Pour comprendre la nature exacte de la controverse, il convient de repérer le moment charnière où elle s'inscrit : la mutation stratégique américaine qui fait passer des représailles massives à la riposte graduée. Mutation logique pour les Etats-Unis qui recherchent à maintenir une coalition dans des termes qui ne soient pas antinomiques avec le souci de leur sauvegarde nationale. Il n'est donc pas plus cohérent de demander à la France de se satisfaire d'une garantie américaine douteuse que d'exiger des Etats-Unis qu'ils prennent un risque mortel pour autre chose que leur propre survie. L'accession à la bipolarité nucléaire ne pouvait qu'inciter chacun à suivre sa propre voie, en fonction des moyens dont il pouvait disposer. Ni Aron ni Beaufre ne semblent admettre que la recherche de la flexibilité procède de la logique américaine mais Gallois, pour maintenir à la France une authentique garantie nucléaire américaine, demande à l'administration Kennedy un engagement qui correspond désormais à la seule position de la France.

La radicalité de Gallois sur un "tout ou rien" dont nul décideur ne saurait pourtant jamais *in fine* faire l'économie a souvent été présentée comme une dissuasion par l'improbable et insoutenable menace du "suicide". Le général Beaufre la présente en ces termes : "*Déclencher une action dont la riposte entraînera sa propre mort n'est qu'une forme à peine déguisée de sanction par hara-kiri. Ce n'est pas une stratégie. Au contraire tout doit être fait pour éviter cette extrémité*"⁸⁴. Objection que réfute Poirier démontrant sans difficulté que "*la thèse du suicide n'a guère de sens par rapport à l'espérance de gain politico-stratégique qui finalise l'action adverse*"⁸⁵. Il

⁸³ Raymond Aron, *Le Grand Débat, initiation à la stratégie atomique*, Calmann-Lévy, 1963. Bien mauvais titre pour un règlement de compte d'une mesquinerie indigne d'un enseignement universitaire et des hautes qualités intellectuelles d'Aron. Il est vrai que c'était la légitimité de la nouvelle doctrine américaine de riposte graduée et l'autonomie stratégique française qui étaient en jeu. Pas moins.

⁸⁴ Général Beaufre, *Introduction à la stratégie*, pp. 76-77. Armand Colin, 1963.

⁸⁵ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, p. 313.

est en effet possible d'afficher dans le cadre de la manoeuvre contre-dissuasive que l'on a la ferme intention d'annihiler la France au cas où elle exercerait sa représaille nucléaire. Mais à quoi bon ? Hormis une logique vindicative qui vaut sans doute pour certains individus mais qui n'est pas la logique des "monstres froids" que sont les organismes étatiques, quels que soient leur idéologie et le maintien extérieur de leurs dirigeants. A cela s'ajoute une fois de plus que la menace d'emploi se situe dans la dimension virtuelle. L'ensemble des raisonnements qui sont construits n'ont de signification que pour la manoeuvre dissuasive qui vise à la suspension interminable de l'acte de guerre. "Il n'est de victoire concevable, écrit Poirier que dans l'absence de guerre ; absence par impossibilité et impossibilité par absurdité⁸⁶".

Beaufre : la dissuasion multilatérale

Le général Beaufre refuse de considérer l'incompatibilité entre détention des armes nucléaires et alliance. C'est donc à ce défi logique qu'il entend répondre en développant les principes de la dissuasion multilatérale. Expression probablement malheureuse en cette période où l'administration Kennedy propose une force nucléaire multilatérale qui cache mal les véritables intentions américaines. Le général Poirier a relevé avec une distance souveraine les contradictions de la position de Beaufre. Toutefois, la pensée du général va plus loin que cette impossible tentative de conciliation qui lui est prêtée.

En effet Beaufre réfute effectivement la validité de l'efficacité d'une dissuasion nucléaire du faible au fort dans les termes que propose Gallois à l'époque et qu'élabore Poirier au même moment. Il écrit : *"la dialectique d'un adversaire très fort opposé à un adversaire très faible aboutit normalement à la dissuasion du plus faible et à la liberté d'action du plus fort, sauf dans le cas limite où le plus faible serait menacé de la perte totale de son indépendance"*⁸⁷.

Mais il fonde la suite de son raisonnement sur la situation réelle. La France n'est point seule devant l'URSS, qu'elle le veuille ou non. Il ne sert de rien de penser la validité de la capacité de frappe nucléaire française en dehors de l'existence des capacités américaines. Dès lors, échappant au modèle logique de Poirier, s'appuyant sur la réalité concrète stratégique, Beaufre

⁸⁶ Colonel Poirier, « Dissuasion et Puissance moyenne », p. 369.

⁸⁷ Général Beaufre, *Dissuasion et stratégie*, p.87.

élabore une sorte de contre-modèle théorique qui a le mérite de sauver la démarche française mais sans en reconnaître les axiomes et de dépasser l'état de fait, donc la suprématie américaine qui voudrait réduire la velléité française d'autonomie. Tentative intellectuelle désespérée ? Certainement pas. La reconnaissance de la valeur de la capacité française au sommet d'Ottawa en 1974 et, plus encore, la prise en compte par l'URSS du facteur français permettent de considérer que la démarche de Beaufre n'était pas qu'une acrobatie plus ou moins géniale pour concilier l'inconciliable.

Les efforts du général Beaufre ont été parfois tellement déformés – sans nécessairement prêter à cette défaillance une malveillance particulière – qu'on lui attribue la paternité ou qu'on le compromet avec une "idée" – on ne saurait parler de théorie – dite du détonateur. Une petite puissance nucléaire alliée d'une grande puissance nucléaire pourrait, en engageant ses forces nucléaires, placer par surprise, voire même contre sa volonté, son allié en situation de recourir à la menace d'emploi de ses propres forces nucléaires et donc bénéficier de sa protection sans l'avoir demandée.

Cette idée examinée, discutée par Gallois, notamment à propos du livre blanc anglais, est rejetée comme une absurdité. Le général était bien placé pour savoir qu'en cas de frappe nucléaire d'un tiers, les Etats-Unis se seraient empressés d'informer les Soviétiques qu'ils n'étaient pour rien dans une attaque à la décision de laquelle ils n'avaient pris aucune part. Mais la notion est également méprisée par Beaufre en des termes sans équivoque : *"la théorie simplificatrice dite du détonateur ne mérite même pas qu'on la discute. Personne ne veut déclencher un conflit nucléaire"*⁸⁸.

Position sans équivoque. Et il est bien malheureux que, sans toutefois l'attribuer au général, M. Lawrence Freedman l'ait mentionnée précisément dans le court paragraphe qu'il lui consacre.⁸⁹ Si bien que le lecteur anglo-saxon risque fort de ne pas voir que cet authentique débat sur le détonateur est en réalité, et justement, référé à Raymond Aron qui prend pour point de départ la très approximative justification de la force nucléaire française par... Stanley Hoffmann⁹⁰ !

Ailleret : tous azimuts

⁸⁸ *Ibid*, p. 94.

⁸⁹ Lawrence Freedman, *The Evolution of Nuclear Strategy*, Macmillan Press, 1987, p. 319.

⁹⁰ Raymond Aron, *Le Grand Débat*, pp. 155-156 et note 1.

Cet article du général paru trois mois avant sa mort accidentelle a provoqué de furieux commentaires et d'étranges erreurs d'interprétation. Il ne s'agit ni d'une nouvelle doctrine stratégique, ni d'une proclamation de neutralité de la France. Mais il est curieux qu'un texte dont tout donne à penser qu'il fut strictement contrôlé par le chef de l'Etat n'ait eu aucune suite. Il est vrai que la disparition d'Ailleret en mars devait être suivie, en France, des "événements" que l'on sait.

*"un système de défense qui ne soit dirigé contre personne, mais mondial et tous azimuts, qui ait la puissance maximum permise par ses ressources nationales et qui, manié avec autant de sang-froid que de détermination, devrait, par la dissuasion, lui permettre d'échapper à certaines grandes guerres et, s'il n'y échappe pas, d'y participer aux meilleures conditions ; enfin qui, au cours des crises qui peuvent dans l'avenir ébranler le monde, mettrait la France en mesure de déterminer librement son destin"*⁹¹.

GLOSE 19. Remarquons que le chef d'Etat-major des Armées n'a parlé que de défense tous azimuts et non de stratégie. Notons aussi la rigueur extrême du choix des mots qui vise à l'explicitation complète : mondial et tous azimuts sont dissociés. Chez Ailleret, artilleur de formation, l'azimut est lié à une direction ou, si l'on préfère, à un ciblage. Il s'agit d'indiquer que le ciblage devrait être omni-directionnel, ce qui pose incontestablement un problème technique que la proche accession de la France à l'arme thermonucléaire et le développement de sa force sous-marine peuvent permettre de résoudre. "Mondial", opposé à "contre personne" vient signifier qu'il est désormais susceptible d'être dirigé contre tout le monde et renvoie au contexte politico-stratégique défini à grand traits par le chef des armées.

"La situation mondiale nous offre le spectacle d'un tel désordre, d'une telle agitation." Ailleret esquissait davantage une situation qu'il appelait de ses vœux (et le chef de l'Etat avec lui dont le discours de Pnom Penh est du 1er septembre 1967) que la réalité sur laquelle pesait encore très lourdement l'hypothèque soviétique. Il n'en est pas moins vrai que, par une remarquable conjonction des temps, la France approchait de la mise au point de l'arme thermonucléaire et que l'OTAN allait adopter officiellement MC-14/3 qui entérinait une *flexible response* pour laquelle les forces américaines de

⁹¹ Général d'Armée Ailleret, « Défense "dirigée" ou défense "tous azimuts", *Revue de Défense nationale*, décembre 1967.

l'OTAN avaient, de fait, commencé à s'organiser⁹². Ailleret décrit exactement la situation actuelle où une certitude d'ennemi laisse la place à une incertitude généralisée pour le futur proche. "Tous azimuts" c'était faire face à la liberté du monde. Aujourd'hui, après la levée de l'hypothèque soviétique, dans le grand large planétaire, où n'apparaît plus aucun de ces ennemis désignés dont nous avons, en France, de génération en génération, fait le pivot de notre stratégie, ce "tous azimuts" ne devient-il pas la clé logique ouvrant tout raisonnement de stratégie nucléaire ?

Remarquons enfin que, de façon aussi visionnaire qu'anticipatrice, Ailleret ajoutait que la force nucléaire stratégique une fois devenue *"thermonucléaire à portée mondiale tous azimuts (devra) s'extrapoler ensuite lorsque ce sera nécessaire et possible en force spatiale, à une époque où l'utilisation militaire de l'espace sera devenue une réalité"*⁹³. le passage à l'espace. Là encore, il lui paraissait historiquement nécessaire que la France vînt à un moment donné y affirmer son existence. On connaît la progressivité du phénomène.

GLOSE 20. Il est notoire qu'aujourd'hui, c'est avec résolution qu'un élan nouveau a été donné depuis la fin de la guerre du Golfe. Mais le général Ailleret n'envisageait cette présence spatiale que comme un élément complémentaire de la force nucléaire multidirectionnelle. Le spatial consacrait la capacité de la France à affronter toutes les incertitudes du monde. On peut légitimement se demander si, selon une maladie chronique dans la conception de la gestion de nos moyens par rapport à nos buts politico-stratégiques, nous ne sommes pas en train de sacrifier un élément à un autre ; de créer de malheureuses rivalités en termes de priorité et de compromettre ainsi le principe de cohérence qui régit l'œuvre stratégique.

Poirier : la manœuvre pour le test

Ayant considéré qu'il était indispensable que le décideur de la représaille nucléaire bénéficiât de l'information la plus assurée pour être en mesure, en raison, de décider de la suite à donner à une "aventure" de l'adversaire en direction du sanctuaire, le général Poirier conçoit la manoeuvre pour le test à laquelle furent affectés les régiments Pluton. D'inspiration napoléonienne

⁹² La façon dont les Etats-Unis entreprirent d'imposer le dispositif de riposte graduée est exposée avec véhémence et humour par Ailleret en réponse aux questions posées à l'issue de sa conférence prononcée devant l'IHEDN qui donna matière au texte publié par la revue.

⁹³ Général Ailleret, *Ibid*, p. 1981.

elle rappelle *"une mission générale d'éclairage au profit de la manoeuvre des "gros" conduite par le chef de l'Etat"*⁹⁴. C'est là que trouvent leur rôle les forces de manoeuvre aéroterrestres et aéromaritimes dites conventionnelles et les armes nucléaires tactiques auxquelles en 1966 le CPE a donné feu vert. *"Cet armement assurerait une double fonction : sa seule existence contraindrait l'agresseur à s'engager plus puissamment, donc plus clairement... Ensuite, dans les mains du chef de l'Etat, il permettrait un tir de semonce effectué sur les seules forces assaillantes, de matérialiser d'une manière non équivoque le moment où nous estimerions que l'agression ennemie va franchir le seuil d'agressivité critique"*⁹⁵. Ultime élément de dialogue, instrument sémiotique, voici donc le rôle du nucléaire tactique pour la France. Poirier qui écarte toute idée de bataille, toute idée de volonté de résistance sur le terrain, de justification de la riposte par le sang répandu ne prête donc guère le flanc aux critiques exprimées à l'encontre de l'ANT française par le général Gallois⁹⁶. Au demeurant, Gallois s'en prend à des dérives qui n'ont rien à voir avec le test mais bien avec l'organisation du corps de bataille. Comme le fait remarquer Poirier, *"on s'est contenté de plaquer le nouveau concept, embarrassant, sur le corps de bataille existant. Au lieu d'inventer une authentique manoeuvre de test, on s'est borné à rebaptiser ainsi la mission assignée jusqu'alors à la 1ère Armée. P.-M. Gallois a cent fois raison pour la réalité de l'alibi. Mais celui-ci procède du concept et le C.P.E. n'a pas construit le concept pour l'alibi"*⁹⁷.

Sereine mais impitoyable est la critique de Lucien Poirier lui-même qui, dans un premier temps, reconnaît que sa théorie a servi d'alibi. Puis, plus profondément encore, en 1983 : *"Je confesse avoir été bien mal inspiré en formulant ces notions... Alors qu'il ne peut être que le moyen de l'information du politique, le test devait inéluctablement s'ériger en but de la manoeuvre : perçue comme une épreuve de force, la notion même de test s'évaporait dans celle, plus séduisante, de bataille pour les frontières..."*⁹⁸

Au terme de son ouvrage sur la stratégie nucléaire (essentiellement celle des Etats-Unis), M. Lawrence Freedman a cette formule de conclusion : *"C'est*

⁹⁴ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, p. 324.

⁹⁵ Lucien Poirier, « Dissuasion et Puissance moyenne », pp. 376-377.

⁹⁶ Pierre M. Gallois, *L'Adieu aux armées*, Albin Michel 1976, notamment le chapitre VII intitulé La dérive.

⁹⁷ Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, note 16, pp. 334-335.

⁹⁸ Lucien Poirier, « La Greffe », *Revue de Défense nationale*, janvier 1983, p. 15.

magnifique mais ce n'est pas la stratégie"⁹⁹. La formule est jolie qui parodie l'exclamation saluant la vaine charge de la brigade légère britannique contre l'artillerie russe à Balaklava. Jolie mais bien peu pertinente. Elle ne tient guère compte du fait

- que la stratégie nucléaire n'est qu'une composante de la stratégie militaire,
- qu'elle n'est nullement, comme le montrent clairement les stratégies français, cette irrationalité chanceuse à quoi l'auteur la réduit,
- que la stratégie militaire est peut-être un bel objet mais que ses diverses sont guidées moins par un principe esthétique que par un principe d'utilité. Le style stratégique nucléaire français, économe, manque d'élégance. Avec une centaine d'armes nucléaires on n'a guère la possibilité de s'offrir des débats scholastiques raffinés sur la quantité de vecteurs et de charges dont on devrait disposer pour terminer la guerre nucléaire victorieusement,
- qu'un examen plus approfondi de la pensée des stratégies français eût peut-être conduit à une appréciation plus nuancée.

Cette disqualification de la stratégie nucléaire en général, de celle de la France en particulier, n'a pas peu contribué à favoriser l'état d'ignorance ou d'indifférence profond dans lequel nos Alliés, américains en particulier, se sont cantonnés. Il est vrai que, du côté français, l'effort est resté bien modeste pour faire comprendre la logique de notre stratégie et manifester la solidité de sa charpente intellectuelle. Vaste chantier, la culture stratégique française depuis 1945 toute occupée à la création intellectuelle et opérationnelle n'a guère pris le temps de son exposition.

GLOSE 21. Aujourd'hui les forces nucléaires dites stratégiques des deux "hyper puissances" sont en cours de réductions importantes. Des expressions plus emblématiques que stratégiques, comme la suffisance raisonnable ou la dissuasion nucléaire minimum, semblent servir de référence à la Russie nouvelle et sont fréquemment évoquées aux Etats-Unis dans les centres de recherche¹⁰⁰ et les instituts scientifiques¹⁰¹. Il ne s'agit pas de dire avec suffisance que la stratégie française de dissuasion nucléaire peut ou doit servir de modèle. Plus modestement, on peut considérer qu'elle fournit les

⁹⁹ Lawrence Freedman, *The Evolution of Nuclear Strategy*, op. cit., p. 400.

¹⁰⁰ Herbert York, *Remarks about Minimum Deterrence*.

¹⁰¹ *The Future of the U.S. Soviet Nuclear Relationship*, National Academy of Sciences, 1991.

éléments d'une base conceptuelle assurée, sorte de repère théorique pour la construction des stratégies nouvelles dont les Etats du monde encore surpris de sa soudaine liberté commencent de se mettre en quête. Et qui prétend s'engager dans la voie de cette élaboration aura présente à l'esprit cette recommandation :

*"Comment faire, par la seule puissance de l'intellect aimanté par l'avenir, pour que la pratique rénovée soit conforme au sens de l'évolution et pour qu'elle en exploite, avec le rendement optimum, les virtualités encore voilées ou émergentes ?"*¹⁰²

¹⁰² Général Colin, *Les transformations de la guerre*, postface de Lucien Poirier, Economica, 1989, p. 302.